

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 La Roche sur Yon
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 07 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE MORTAGNE

Pôle du Landreau
21 Rue Johannes Gutenberg -
CS 80055 - La Verrie
85130 CHANVERRIE

Références : D22.0516

Code AIOT : 0006306381

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2022 dans l'établissement COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE MORTAGNE implanté Quatre Routes 85130 ST MARTIN DES TILLEULS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE MORTAGNE
- Quatre Routes 85130 ST MARTIN DES TILLEULS
- Code AIOT : 0006306381
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie située lieu-dit « Quatre Routes » à Saint-Martin-des-tilleuls (85130) est une installation de collecte de déchets dangereux et non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets. Elle est exploitée par la Communauté de Communes du Pays de Mortagne qui bénéficie de l'arrêté préfectoral d'autorisation N°12-DRCTAJ/1-860 du 01 août 2012.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Prévention des chutes et collisions
- Stockage des produits dangereux
- Dispositions de sécurité

- Entretien du séparateur d'hydrocarbures
- Intégration dans le paysage
- Rejets des eaux pluviales
- Moyens de lutte contre l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 01/08/2012, article 1.1.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Prévention des chutes et collisions	Arrêté Préfectoral du 01/08/2012, article 2.3.7	/	Sans objet
3	Stockage des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 01/08/2012, article 7.2.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Dispositions de sécurité	Arrêté Préfectoral du 01/08/2012, article 7.2.4.1	/	Sans objet
5	Entretien du séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 01/08/2012, article 4.3.1.2	/	Sans objet
6	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 01/08/2012, article 2.2.3	/	Sans objet
7	Rejets des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 01/08/2012, article 4.3.1.2	/	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 01/08/2012, article 7.6.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté au cours de ce contrôle trois écarts non significatifs, pour lesquels l'exploitant devra justifier de mesures correctives (situation administrative - prévention des chutes et collisions - stockage des produits dangereux).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2012, article 1.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Bénéficiaire de l'autorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE MORTAGNE SUR SEVRE dont le siège social est situé à LA VERRIE (85130) est autorisée, sous réserve de respecter les prescriptions du présent arrêté, à exploiter, sur le territoire de la commune de SAINT MARTIN DES TILLEULS, au lieu-dit « Quatre Routes », les installations détaillées dans les articles suivants.
Constats : La « COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE MORTAGNE SUR SEVRE » est devenue « LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE MORTAGNE ».
L'inspection demande à l'exploitant de réaliser les démarches de changement d'exploitant en application de l'article R512-68 du code de l'environnement via le site Internet Service-public.fr (https://entreprendre.servicepublic.fr/vosdroits/F33414).

L'exploitant s'est engagé à réaliser cette démarche. L'inspection indique à l'exploitant que ce point sera contrôlé lors de la prochaine visite.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prévention des chutes et collisions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2012, article 2.3.7

Thème(s) : Risques accidentels, Protection du quai de déchargement

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

« Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zones possibles de dépôts de déchets.

Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre bas. [...] »

Constats : L'inspection constate qu'au niveau des bennes de collecte des gravats et du verre, le quai de déchargement situé en hauteur est équipé de bordures correctement dimensionnées afin d'éviter la chute de véhicules en contre-bas mais pas de dispositif anti-chute (de type garde-corps) pour éviter la chute des piétons.

L'exploitant s'est engagé à se mettre en conformité avec cette prescription en équipant ces deux zones de collecte de dispositifs anti-chute (type garde-corps coulissant). Le bon de commande du dispositif anti-chute sera transmis à l'inspection des installations classées sous 1 mois puis les justificatifs de la mise en place de ce dispositif sous 2 mois

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Stockage des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2012, article 7.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Local d'entreposage des produits dangereux

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

« Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme, l'environnement ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local. »

Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que les produits/déchets dangereux sont stockés à l'abri des intempéries dans un local spécifique fermé (local DMS). Ce local est ventilé. Le sol des aires de stockage et de manipulations est étanche et incombustible. Le local DMS est équipé d'un dispositif de rétention constitué d'une barre mobile et 15 cm de hauteur qui se positionne au niveau du seuil de porte. Une fois en place les matières répandues accidentellement, sont confinées à l'intérieur du local. L'inspection a constaté qu'une des brides de fixation de cette barre est absente. L'absence de cette bride ne remet pas en cause la fonctionnalité de ce dispositif. L'exploitant s'est engagé à remettre en état ce dispositif de rétention. L'inspection précise à l'exploitant que ce point sera contrôlé lors de la prochaine visite d'inspection.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dispositions de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2012, article 7.2.4.1

Thème(s) : Autre, Clôture de l'installation

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. [...] »
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'exploitant respecte l'article 7.2.4.1 de l'Arrêté Préfectoral du 01/08/2012. Le site est entièrement clôturé. Il est équipé d'un portail en bon état permettant d'en interdire son accès en dehors des heures d'ouvertures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rejets des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2012, article 4.3.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien du séparateur d'hydrocarbures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées notamment, par ruissellement sur les voies de circulation, les aires de stationnement, de chargement et de déchargement, les aires de stockage et toute autre surface imperméable sensible (station de distribution de gasoil, plate forme de stockage de déchets), sont traitées par un ou plusieurs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif équivalent. Ces ouvrages de traitement sont régulièrement entretenus conformément aux recommandations de leur constructeur. Leur bon fonctionnement fait l'objet de vérifications au moins annuelles. Les résidus de ce traitement sont éliminés en tant que déchets.
Constats : Le dernier entretien du séparateur d'hydrocarbures a été effectué le 05/05/2021. Les déchets ont été pris en charge par la société ORTEC SERVICE ENVIRONNEMENT. L'inspection a consulté le BSD associé (bordereau n° 6079-2102-127040/ 3069914) qui est conforme. L'exploitant précise à l'inspection qu'une vérification du séparateur d'hydrocarbure est prévue au mois de décembre 2022. L'exploitant respecte l'article 4.3.1.2 de l'Arrêté Préfectoral du 01/08/2012.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2012, article 2.2.3
Thème(s) : Autre, Nettoyage du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « [...] L'installation est maintenue propre et entretenue en permanence. »
Constats : Lors de la visite l'inspection a constaté que l'exploitant respecte l'article 2.2.3 de l'arrêté préfectoral du 01/08/2012. L'inspection a constaté que le site est correctement nettoyé et que l'exploitation de la déchetterie ne génère pas de dispersion de poussière, papiers, boues, déchets sur les voies publiques et les zones environnantes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rejets des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2012, article 4.3.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites de rejet

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets d'eaux pluviales respectent les valeurs limites définies ci-dessous : - Matières en Suspension - MES : 100 mg/l - DCO : 300mg/l - DBO ₅ 100 mg/l - Hydrocarbures totaux - HCT : 10 mg/l
Constats : Le rapport de la dernière analyse des eaux de rejet effectuée par le « Laboratoire de l'Environnement et de l'Alimentation de la Vendée » le 27/11/2020 a été consultée lors de la visite et est conforme à l'article 4.3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 01/08/2012. L'exploitant précise que la prochaine analyse des eaux de rejet par le LEAV est programmée début décembre 2022 et qu'il communiquera à l'inspection une copie du rapport d'analyse dès réception.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2012, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité et entretien des moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les moyens d'intervention sont judicieusement répartis dans l'établissement. Les éventuels équipements de protection individuelle sont conservés à proximité de leurs lieux d'utilisation, en dehors des zones dangereuses. Ces matériels sont en nombres suffisants et en qualité adaptée aux risques. Ils sont immédiatement disponibles. Leurs emplacements sont signalés et leurs accès sont maintenus libres en permanence. Ils sont reportés sur un plan tenu à jour. Tous les matériels de sécurité et de secours (détection, moyens de lutte, équipements individuels...) sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont régulièrement entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement. Ils font l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié dont les modalités et les résultats des contrôles sont enregistrés.
Constats : L'inspection constate les points suivants : - 1 poteau d'incendie est présent à proximité du site (220 m). - le site est équipé de 3 extincteurs. Deux dans le local du personnel et un dans le local des déchets managers spéciaux et DEEE. - la dernière vérification des extincteurs date du 14/08/2022. Ces moyens ne font pas l'objet d'observations
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet